

NOVEMBRE 2018

REPEPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Voici venu le temps de reniements dans tous les camps

Noël OBOTELA
Rashidi, Historien.
Professeur ordinaire/
Université de
Kinshasa, Faculté
des Lettres et
Sciences Humaines.
Membre du Conseil
de Rédaction de
Congo-Afrique.
nobotela2005@
yahoo.fr

L'approche des prochaines élections exhument progressivement les vieilles habitudes des acteurs politiques de la RDC. Même si les générations passent ces comportements semblent avoir la peau dure ! En date du 3 novembre 2018, le FCC (Front Commun pour le Congo) a présenté l'équipe de campagne de son candidat à la présidentielle, Emmanuel Ramazani Shadary. Il s'agit d'une liste colossale comprenant pas moins de 600 personnes pêchées dans les eaux et rivières du pays. On croyait la cause entendue. Curieusement la liste aussitôt publiée, les démentis et reniements ont débuté.

L'évangéliste Jean-Oscar Kiziamina Kibila s'est empressé de récuser sa désignation au sein de cette gigantesque équipe. Il n'a pas caché sa surprise en déclarant : « *Je suis candidat député pour le compte de G7. Je n'ai jamais été contacté ni participé à aucune réunion. Je n'ai jamais fait partie du FCC* » ! C'est aussi le cas du Président de l'UNPC (Union Nationale de la Presse du Congo), Kasonga Tshilunde, qui dément et crie au scandale qui a appris cette désignation dans les réseaux sociaux et dit n'avoir pas été consulté ! Le comédien et dramaturge Kadiombo Yamba, la journaliste Chantal Kanyimbo (Rapporteur du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel), l'entraîneur de l'A.S. V. Club et de l'équipe Nationale de Football, Florent Ibenge, le Représentant Légal de l'Église « La Foi Abondante » Albert Kankienza, tous ne reconnaissent pas faire partie de cette équipe !

L'Église du Christ au Congo (ECC) dit, dans son communiqué du 7 novembre 2018, n'avoir officiellement délégué aucun de ses membres pour la campagne d'un quelconque candidat. Elle se dit rester résolue à jouer son rôle prophétique en RDC !

Face à ces reniements, d'autres voix apportent du bémol. Ainsi réagissant aux critiques relatives à la désignation de certains membres du Gouvernement

au sein de cette équipe, Thierry Monsenepwo, communicateur de la Majorité présidentielle, a déclaré, le 4 novembre 2018, que rien n'interdit ces désignations. Le même jour, Martin Fayulu s'est insurgé contre la désignation de certains membres du Gouvernement, des directeurs généraux des entreprises publiques et a qualifié ce fait de l' « Etat au service d'un clan... » ! L'avalanche de reniements a fait dire à Barnabé Kikaya Bin Karubi, chef du collège diplomatique au Cabinet du Chef de l'État, qu'il est possible que certains n'aient pas été consultés faute de temps ! Le porte-parole de la Majorité présidentielle, André-Alain Atundu Liongo a estimé que ceux qui font partie de la plate-forme FCC peuvent être nommés par l'autorité morale avec ou sans une consultation préalable !

L'ONG des droits de l'homme La Voix des Sans Voix (VSV) a été choquée par la désignation de Mova à la tête de la Cellule de Sécurité de l'équipe Shadary. Cela ressort de son communiqué publié, le 7 novembre 2018. Cela dénoterait de l'inégalité dans le traitement des candidats. Par ailleurs, 13 opposants ont demandé à l'ADG de l'ANR, Kalev, de mettre fin aux tracasseries envers les pasteurs ayant refusé d'être dans l'équipe de Shadary. Ceci a été dit lors de la restitution faite par le candidat Daniel Shekomba à la suite de la réunion avec le Président de la CENI, le 6 novembre 2018.

Les reniements ne s'arrêtent pas à la seule équipe Shadary. Ils frappent également la candidature commune de l'opposition. Sept opposants se sont retrouvés, dès le 7 novembre 2018, à Genève pour dégager un consensus à ce sujet. De cette rencontre est sorti le nom de Martin Fayulu comme candidat commun des opposants réunis en Suisse. Curieusement Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe ont rapidement retiré, le 13 novembre 2018, leurs signatures ! Ce fait a fait dire, le 13 novembre 2018, à Sindika Dokolo, initiateur du Mouvement Citoyen « Les Congolais Debout », dans un twitter que quand on prétend devenir président de la République, il faut savoir honorer ses engagements ! Le candidat commun Martin Fayulu ne se décourage pas pour autant et invite les deux candidats déçus à revenir à la raison. Olivier Kamitatu s'est dit triste. Pour le candidat à la présidentielle Seth Kikuni : *« si l'UDPS et l'UNC étaient des opposants sérieux, je ne serais pas candidat aujourd'hui »*. Fin novembre 2018, un autre coup de théâtre a été réalisé par le regroupement UREP présidé par Bofasa Djema. Il aurait signé l'adhésion de son regroupement au tandem Félix Tshisekedi – Vital Kamerhe ! Deux jours après, le 1^{er} décembre 2018, un cinglant démenti est venu du Secrétaire Général de l'UREP, Botshuali. Ce dernier s'est dit surpris de cette adhésion pour laquelle le regroupement n'a pas été consulté. Pour lui, l'UREP demeure attaché à l'ensemble LAMUKA de Fayulu et que la signature de Bofasa n'engage que lui-même ! Quant Néhémie Mwilanya, directeur de Cabinet du Chef de l'État, il a fait appel à tous les déçus de rejoindre le FCC.

Le président de la Fondation Kofi Annan avait félicité, le 12 novembre 2018, le sept leaders de l'opposition et a publié par la suite les engagements pris à Genève par les uns et les autres par lesquels ils ont déclaré : « *Si je ne respecte pas mes engagements, je mettrai fin à ma carrière politique* » ! Ces reniements peuvent-ils être considérés comme une trahison ?

Les mauvaises fortunes des candidats présidentiables

Deux candidats à la présidentielle ont connu quelques désagréments. C'est le cas de Marie-Josée Ifoku a été empêchée, le 30 octobre 2018, de prêcher dans un séminaire organisé par son église « Sang précieux ». Déjà, le 18 octobre 2018, onze candidats à la présidentielle avaient, dans une déclaration commune, dénoncé les actes d'intimidation contre certains d'entre eux qui critiquent la machine à voter. Marie-Josée Ifoku avait été empêchée de se rendre à Brazzaville sans motif valable.

Un autre candidat, Joseph Maluta, a été dépossédé, le 4 novembre 2018, de sa voiture dans la commune de Limete. Le vol de cette voiture a été opéré dans la concession de l'église où l'intéressé s'était rendu prié avec sa famille.

Kinshasa a un nouvel archevêque

Selon une annonce faite, le 1^{er} novembre 2018, par le Cardinal Laurent Monsengwo, archevêque sortant et admis en retraite par le Saint Siège, l'Administrateur apostolique de Mbandaka-Bikoro a été confirmé en qualité d'Archevêque métropolitain de Kinshasa.

Polémique autour des sondages du GEC et BERCI

Le Groupe d'Études sur le Congo (GEC) de l'Université de New York et le Bureau d'Études de Recherches et de Consulting International (BERCI) avaient publié, le 30 octobre 2018, un sondage sur les prochaines élections du 23 décembre 2018. Les résultats donnent en tête Félix Tshisekedi avec 36% suivi de Vital Kamerhe 17%, Emmanuel Ramazani Shadary se retrouve en troisième position avec 16%, Martin Fayulu 8% et enfin Freddy Matungulu ferme la série avec 5%.

Ces résultats mettent en vedette « la politisation de deux institutions ayant un rôle clef dans l'organisation des élections ; à savoir la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) et la Cour Constitutionnelle. Les deux sont contestées et leurs membres taxés de partialité » ! Sans tarder, Matungulu a contesté le dit sondage en parlant « de vrais chiens écrasés ! Ils aboient, la caravane passe ».

Interrogé à ce sujet, Jason Stearns, directeur du GEC, a répondu à propos de l'objectif du sondage qu'il s'agissait « d'infuser le débat politique avec les opinions de citoyens congolais ordinaires dont la majorité vit

dans les zones rurales, gagne moins de 2 dollars par jour, est agriculteur ou ouvrier... » ; concernant le financement de ces sondages, le premier de ces cinq sondages a été financé par Humanity United, une fondation philanthropique. D'autres sondages ont été financés par le gouvernement néerlandais et le Social Science Research Council, organisation à but non lucratif basée aux États-Unis. Quant à l'éventuelle collusion entre le GEC et BERCI, Jason affirme que BERCI est le partenaire dans les sondages et qui en avait déjà mené au Congo. Il a assuré qu'il n'y avait aucune influence d'Olivier Kamitatu sur le BERCI et sur les enquêtes.

Que dire encore de la machine à voter ?

Ensemble avec ses experts, le candidat président de la République Alain Daniel Shekomba s'est entretenu, le 1^{er} novembre 2018 avec le bureau de la CENI. L'objet de cette rencontre reposait sur les questions techniques relatives à la machine à voter. A propos de la machine à voter, ledit candidat a proposer que « la machine à voter reste juste une machine pour regarder et confirmer que le numéro, la photo et le nom concordent avec son candidat et sur le bulletin prévu pour le vote, l'électeur va écrire manuellement le numéro du candidat pour qui il veut voter et mettre dans l'urne ». La CENI a reconnu la pertinence de cette proposition, mais elle a indiqué qu'elle n'était pas conforme à loi.

Dans une interview accordée, le 7 novembre 2018, l'Archevêque de Kinshasa, Fridolin Ambongo a livré son point de vue sur la machine à voter en proposant une solution intermédiaire. Pour l'élection présidentielle, comme il y a peu de candidats, on pourrait utiliser le papier. La machine à voter serait alors employé pour les autres scrutins!

Les violations des droits de l'homme se poursuivent en RDC

Le BCNUDH (Bureau Conjoint des Nations-Unies aux Droits de l'Homme) a publié, le 31 octobre 2018, son rapport ayant documenté 623 violations des droits de l'homme en RDC pour le mois de septembre 2018. Par rapport au mois d'août 2018, il y a une hausse. En août, il y avait 620 violations documentées et 515 en juillet dernier ! Signalons qu'un nombre de cas d'atteintes sont attribuables aux groupes armés.

Le JED (Journaliste en Danger) a rendu public son rapport annuel, à l'occasion de la célébration, le 2 novembre 2018, Il en ressort que le climat de travail des journalistes n'a guère évolué en 2018. Le nombre des journalistes et des médias attaqués est demeuré élevé. Ainsi, 54 journalistes ont été arrêtés pour diverses raisons professionnelles, 37 cas de censure ou des pressions divers ont été exercées sur les médias par des autorités politiques ou des services de sécurité ; 30 journalistes ont reçu des menaces directes ou indirectes, etc.

Où en est-on avec l'épidémie à Ebola dans le Nord-Kivu?

Plusieurs cas d'Ebola avaient été identifiés dans un village occupé par des miliciens Mai Mai (zone de santé de Kalunguta/Territoire de Beni). C'est le ministère de la santé a rapporté, le 7 novembre 2018. Trois agents de protection civile et un épidémiologiste ont été pris en otage brièvement par un groupe de miliciens Mai Mai au niveau du village Matembo situé sur la route entre Beni et Butembo. Cette information a été livrée, le 7 novembre 2018.

Un premier cas confirmé de la maladie à virus Ebola a été enregistré à Mutwanga, proche de la ville de Beni. La propagation de virus vers Mutwanga est intervenue quelques jours après que plusieurs cas confirmés ont été identifiés dans un village sous contrôle de miliciens Mai Mai. Pour identifier des cas et intervenir, les équipes de riposte ont négocié avec les chefs locaux.

L'épidémie d'Ebola sévissant dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri depuis, le 1^{er} août 2018, a franchi le seuil de 300 cas confirmés, 38 probables et un total de 212 décès, comme l'indique le ministère de la Santé dans son rapport publié, le 12 novembre 2018.

La recherche de la paix au Nord-Kivu, une question permanente

Du 26 au 29 novembre 2018 s'est tenu à Goma (chef-lieu de la Province du Nord-Kivu) un forum sur « ***le Nord-Kivu et ses enjeux à la fin de 2018*** ». Cette rencontre a été organisée par le Baraza la Wazee et l'ONG ILC (Initiative pour le Leadership Cohésif). Notons que des journées de réflexion sur la paix avaient déjà été tenues au Nord-Kivu, du 17 septembre au 19 octobre 1998, regroupant les communautés ethniques du Nord-Kivu, la Commission de Pacification et de Concorde, les églises et les ONG impliquées dans l'éducation à la paix. A l'époque, il en a résulté un état des lieux et une autopsie de la situation.

Face à la persistance des méfaits, le Forum sur le Nord-Kivu s'est voulu une réponse aux multiples interrogations qui se posent sur la situation en vue de trouver une nouvelle compréhension commune des enjeux, des formes et modalités des dépassements humains réciproques à accomplir pour construire un nouvel Nord-Kivu. Les participants à ce forum ont pris notamment l'engagement de garder unie leur Province, d'accepter le consensus et une gestion participative, impartiale et cohésive des responsabilités publiques par toutes les communautés de la Province.

Le lancement de la campagne électorale et ses inquiétudes

En prévision des élections du 23 décembre 2018, la campagne a été lancée, le 22 novembre 2018, à travers la RDC. Contrairement à l'enthousiasme ayant entouré les élections de 2006, celles-ci suscitant à peine l'engouement ! Dans certaines villes, on a remarqué, à peine quelques

cortèges des fans de quelques candidats. Les affiches démontrent la hauteur du contenu de chaque portefeuille. Des calicots et affiches bien colorés indiquent qui en sont les propriétaires et qu'ont-ils comme moyens. Des petites affiches sont pour des candidats pauvres et sans moyens.

Loin d'être un fait avéré, certains candidats à la présidentielle éprouveraient quelques soucis pour leurs déplacements. Le 30 novembre 2018, la presse ne s'est pas empêchée de relever « l'interdiction d'atterrissage » opposée aux avions affrétés par le candidat Fayulu ! Le Secrétaire Général, Ewanga, de ce regroupement s'est dit confiant, le 2 décembre 2018, et affiche une certaine assurance expliquée par le retard de la réponse devant émaner de l'autorité régulatrice de la circulation aérienne ! Des aménagements seront opérés pour que le programme du candidat Martin Fayulu ne souffre d'aucun retard !

La Société Civile Forces Vives a appelé la population « à ne pas céder à la manipulation tribalo-ethnique de certains politiciens véreux qui ont la culture de l'intolérance et de la violence ». Ceci ressort de sa déclaration, du 27 novembre 2018, dans laquelle elle avait encouragé candidats et électeurs au rejet de la haine tribale ! Pour Thomas d'Aquin Mwiti, vice-président de la Société Civile et signataire de cette déclaration, « les élections constituent un mode de désignation des dirigeants, et la campagne électorale, une occasion pour les candidats de convaincre les électeurs. {...} il n'est pas indiqué que la campagne électorale soit transformée en bagarres, tueries, injures, arrestations, tortures ou autres actes répréhensibles ». {...} la population ne doit pas vendre sa conscience par des cadeaux, mais voter utile, le moment venu, car l'avenir de la nation en dépend ».

AFRIQUE

Le **Cameroun** a accordé lors du scrutin tenu, le 7 octobre 2018, un nouveau mandat de 7 ans à Paul Biya avec 71,28%. Il a prêté serment, le 12 novembre 2018. Et toujours au Cameroun, une femme de 62 ans a donné naissance à un bébé grâce à la fécondation in vitro.

En **Ethiopie**, les autorités ont annoncé, le 12 novembre 2018, l'arrestation de 63 officiers accusés de corruption présumée et de violation présumée des droits de l'homme. Notons que ce genre d'arrestation est rare dans ce pays.

Au **Sénégal**, le retour de Karim Wade semble compromis ! Des chefs d'État d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale lui ont demandé de renoncer à revenir au Sénégal en vue de la prochaine présidentielle. Ils craignent que l'ancien ministre d'État qui ne s'est pas encore acquitté de l'amende de 138 millions de francs CFA infligée par la Justice, ne se retrouve derrière les barreaux !

Au **Rwanda**, 22 ans de prison ont requis à l'encontre de l'opposante Diane Rwigara et sa mère pour incitation à l'insurrection et falsification de documents après leur comparution devant un tribunal de Kigali. ■